

Entre marché et solidarité : la société

Claude Obadia

Université de Cergy-Pontoise, Faculté de droit
Conférence de culture générale

Mercredi 21 novembre 2018

La question de savoir pourquoi les hommes vivent en société, ce qui les y pousse et ce qu'ils y cherchent, occupe les philosophes depuis l'Antiquité. Aristote, dans *La Politique*, n'affirmait-il pas déjà que « l'homme est un animal politique », autrement dit un être ne pouvant se réaliser, développer ses facultés qu'à la condition de vivre dans la Cité ? Il ne fait, bien sûr, aucun doute, que la société permet aux hommes de s'entraider et ainsi de surmonter les obstacles que, sans elle, l'individu isolé ne pourrait toujours surmonter. Or, cette collaboration et cette entraide, qui peuvent naïvement définir la société, prend souvent la forme des échanges dont la pratique, elle, définit très simplement ce que nous appelons le marché. Parce que la société est un marché, c'est-à-dire un lieu d'échanges de toutes sortes, et parce que les hommes trouvent dans la société et le marché le moyen de satisfaire leurs besoins, nous pouvons, semble-t-il, considérer, sinon comme le fondement, du moins comme le principe organisateur de la société.

Pourtant, l'idée du marché comme principe organisateur de la société soulève un certain nombre de difficultés. On peut d'abord se demander si le marché a un fondement naturel ou s'il n'est pas plutôt le produit d'une construction sociale. On doit ensuite se garder d'assimiler le marché au capitalisme qui désigne plutôt un type d'organisation de la production et de la distribution lié à des conditions historiques et technologiques déterminées. On doit encore prendre garde de ne pas disqualifier trop vite le marché, comme s'il

suffisait que ce lieu de rencontres de l'offre et de la demande des individus dysfonctionne pour rejeter l'hypothèse selon laquelle il constitue le principe organisateur de la société. *Last but not least*, se pose tout de même la question de savoir, si le marché s'origine dans l'aspiration de l'individu à satisfaire un besoin égoïste, si cet égoïsme du sujet rationnel pratiquant les échanges est bien compatible avec la société. Car enfin, n'est-ce pas le partage, n'est-ce pas la solidarité, qui rendent possible et constituent la société ? Le cas échéant, le marché peut-il vraiment être le principe organisateur d'une société authentique ? Et l'idée d'une société de marché, qu'il ne faut pas confondre avec l'idée de l'économie de marché, peut-elle être autre chose qu'une contradiction indépassable ? Tels sont, en substance, les termes du problème que nous allons étudier.

Premier moment : les échanges au fondement de la société

Aristote

Étudiant au chapitre IX du premier livre de *La Politique* les fonctions de la monnaie, Aristote souligne que « dans la première communauté, c'est-à-dire la famille », tout étant mis en commun, rien n'est susceptible d'y être échangé. Ce sera donc l'élargissement, ou l'éclatement de la famille qui produira le besoin d'échanges. Car à proprement parler, il n'y a pas d'individus dans la famille : là où tout appartient à tous, il n'y a qu'une seule entité indivise. On peut dès lors souligner que l'apparition du marché comme pratique des échanges est indissociable de l'accès à une sorte d'indépendance et d'isolement. On n'échange avec l'autre que si d'abord l'on n'en dépend pas. On échange avec l'autre qu'à la condition d'en être séparé, même si l'échange peut évidemment générer lui-même une forme de dépendance. En fin de compte, si la famille est cette société dans laquelle on n'échange rien, c'est parce que ses membres, liés par une solidarité affective primordiale et irréfléchie, ne se prennent pas pour fin de leur activité.

La famille constitue une totalité organisée qui, en tant que telle, précède et conditionne l'existence particulière des individus et, à ce titre, satisfait à ses besoins sans que cette satisfaction ne requiert le

développement de quelque marché que ce soit. Par opposition, comme membres de la société civile, « les individus, expliquera Hegel dans les *Principes de la philosophie du Droit*, sont des personnes privées ayant pour fin leur propre intérêt » (§ 187). C'est donc bien l'éclatement de la famille qui assure le développement de la société civile que caractérise l'apparition effective des individus et l'égoïsme qui y sera le moteur des échanges.

Hegel

Si la famille est une « totalité naturelle », une communauté affective dont les membres sont confondus et qui réalise immédiatement la cohésion de leurs intérêts particuliers, le rapport liant les individus, dans la société civile, est tout autre, et c'est ce que souligne Hegel dans l'ouvrage que nous avons déjà cité et qu'il a publié à Berlin en 1821. Dans la « société civile », vous allez comprendre que par analogie, il s'agit de la société dans laquelle, en Occident nous vivons aujourd'hui, les individus sont comme isolés les uns des autres et entretiennent entre eux des rapports d'extériorité. C'est parce que les individus sont extérieurs les uns aux autres, que les échanges sont, premièrement possibles, et deuxièmement nécessaires. D'où, ici, un paradoxe : **c'est dans l'existence de la société proprement dite, distincte de la famille, que la société est la plus menacée.**

C'est ainsi la dispersion de la totalité immédiate qu'est la famille, dans laquelle tout est commun et qui constitue ainsi, au sens littéral, une communauté, qui fondera, selon Hegel, la nécessité de l'État dont la fonction sera d'opérer le retour à l'unité dans une forme politique objective.

Est-ce à dire que la société civile, celle où les individus s'adonnent au marché pour satisfaire leurs intérêts particuliers, soit irrémédiablement incompatible avec l'unité qui semble être au fondement de la société ? Cela n'est pas certain. La société civile instaure, au moyen des échanges qu'elle rend nécessaires, une forme d'unité même si celle-ci reste « extérieure ». Il y a donc bien un type très particulier de solidarité qui lie les uns aux autres les membres de la société, alors même qu'ils tendent à satisfaire leurs intérêts particuliers, ce qui au

premier abord semble les condamner à ne pas pouvoir former une société effective. Les individus sont solidaires les uns des autres mais non parce qu'ils poursuivent, comme fin de leur activité cette solidarité. Celle-ci, dans la société que Hegel appelle la « société civile bourgeoise, est seulement le moyen de la satisfaction des intérêts privés. On a affaire à une solidarité qui s'ignore et qui, dans la conscience réfléchie des individus, ne se soucie pas d'elle-même.

La société civile se caractérise donc par le fait que les hommes deviennent membres d'une collectivité mais ne cherchent qu'à satisfaire leur intérêt particulier. Aussi ces échanges sont-ils foncièrement égoïstes.

L'universel, c'est-à-dire l'idée de la collectivité dans son ensemble, n'est ici qu'un moyen mis au service des fins particulières des individus qui se prennent eux-mêmes pour fin de toute leur activité. C'est d'ailleurs pour cela que Hegel distingue le « bourgeois », celui qui, en agissant, ne vise que lui-même, du citoyen qui, lui, vise l'universel à travers ses actes. C'est donc ici toute la différence entre la société civile et l'État qui transparait, ce dernier offrant une image inversée de la société civile puisque l'universel y cesse d'être un moyen pour devenir un but.

Ainsi la diversité des échanges pratiqués dans la société civile et dans l'État s'explique-t-elle par la prééminence, dans le premier cas, du particulier et, dans le second cas, de l'universel. L'élément de l'universalité, sans lequel la société civile ne serait même pas une société mais seulement un rassemblement disparate, occasionnel, d'intérêts divergents, y occupe une position subordonnée. Car l'importance que les individus lui accordent est entièrement déterminée par le souci d'en retirer des avantages égoïstes.

Dans l'État, le rapport de l'individu à la collectivité est donc l'inverse de celui qui caractériserait les formes antérieures de la « vie éthique ». C'est en acceptant de subordonner son intérêt particulier à l'intérêt de la société dans son ensemble, et donc en s'engageant dans des

échanges prenant l'Universel pour objet que l'individu parvienne lui-même à une existence effective.

Mais, si l'existence de l'État convertit les échanges économiques et sociaux dans le sens de l'utilité commune, la subordination du particulier à l'universel n'entraîne nullement la condamnation des « échanges égoïstes ». Car « dans un état de choses organiques où ce sont des membres et non pas des parties qui sont en relation les uns avec les autres, chacun conserve les autres en accomplissant ce qui est propre à sa sphère. » (Remarque au § 286). L'intérêt commun, poursuivi à travers le développement d'échanges initialement égoïstement motivés, réconcilie donc les intérêts particuliers en les orientant dans le sens de sa propre réalisation.

Mandeville

On l'aura compris la « société civile bourgeoise », telle qu'elle est conceptualisée par Hegel, est comme l'épure de ce que nous appelons communément la société à économie de marché, ou encore la société de marché, c'est-à-dire la société dans laquelle des individus entrent librement en relation les uns avec les autres et pratiquent des échanges à travers lesquels ils satisfont des intérêts égoïstes. Or, cet égoïsme, qui est au cœur de la pratique d'un marché ouvert, est-il bien compatible avec le maintien de l'unité de la société ? Pour le dire autrement, est-il bien compatible avec la solidité de la société ? Car enfin, une société d'êtres humains ne tient-elle pas sa force et sa solidité de l'harmonie qui la structure ? Comme l'écrit Henri Penar Ruiz dans l'ouvrage qu'il a consacré à la solidarité (Rue des écoles, Paris, 2010), « une telle harmonie peut-elle se concevoir sans l'entraide qui fait que tous se soucient de chacun et chacun de tous ? »

On peut le penser, et c'est d'ailleurs ce que, d'une certaine façon, a tenté de montrer Bernard Mandeville dans une œuvre publiée en 1705 et intitulée la *Fable des abeilles*.

Pour saisir l'originalité de la pensée de Mandeville, il faut avoir présentes à l'esprit plusieurs choses.

En ce qu'il referme l'individu sur lui-même, l'égoïsme, en détournant l'homme de la recherche altruiste de l'intérêt de ses semblables est communément considéré comme une menace pour la société. Il est donc souvent condamné, en particulier dans la pensée chrétienne. Il serait le vice qui résiste à la vertu. Pour caractériser le pécheur, saint Augustin ne l'affuble-t-il pas des adjectifs « *curvatus* », « *curvus* » ? Or, cette courbure, qui interdit à l'homme d'élever sa pensée vers le Ciel et qui l'amène à céder à sa nature et à se pencher vers les « choses inférieures » n'est rien d'autre que la pente de l'égoïsme, qui tord un homme et le courbe vers lui-même. C'est donc en incarcérant l'individu en lui-même que l'égoïsme semble rendre vain tout espoir de réaliser une authentique société d'hommes.

Pourtant, ce dernier menace-t-il inévitablement de dissoudre le lien social ? De surcroît, ne serait-il pas illusoire de fonder le lien social et la prospérité de la société sur la vertu et l'altruisme ? Telles sont les questions auxquelles nous voudrions répondre ici en revenant, d'une part à la *Fable des abeilles*, et d'autre part à la théorie de « la main invisible » exposée par Adam Smith dans *La richesse des nations*. Ce faisant, il s'agira de montrer en quoi ces thèses engagent une vision de la société fondée sur la vertu régulatrice du marché.

C'est en 1705 que Bernard Mandeville publie anonymement un poème rimé : *La ruche mécontente ou les coquins devenus honnêtes*. Neuf ans plus tard, il publie de nouveau ce texte, intitulé cette fois *La fable des abeilles*, auquel il ajoute une *Recherche de l'origine de la vertu morale* et des *Remarques*. Le dessein du philosophe est exposé très clairement, par exemple dans le titre de la fable où il est dit qu'il faut montrer que « les défauts des hommes... peuvent être utilisés à l'avantage de la société ». Autrement dit, loin de devoir nous en tenir à une condamnation radicale des passions et des vices, nous devons reconnaître que ces mêmes vices ont une utilité sociale

Dans la Préface de l'édition de 1714, Mandeville souligne que « ce n'est pas sa bonté, sa pitié, son amabilité » qui permettent à l'homme de vivre dans les sociétés « les plus prospères » mais au contraire « ses

qualités les plus ignobles, les plus abominables ». Car, affirme-t-il un peu plus loin, « les vices sont inséparables des sociétés puissantes et considérables ».

C'est donc afin « de montrer qu'il est impossible d'avoir toutes les douceurs les plus raffinées de l'existence qui se trouvent dans une nation industrielle, riche et puissante, et de connaître en même temps toute la vertu et toute l'innocence qu'on peut souhaiter dans un âge d'or », que Mandeville a écrit cette fable qui met en scène « une vaste ruche bien fournie d'abeilles ». Celles-ci, vivant comme des hommes précise l'auteur, ne s'embarrassent guère, quelles que soient leurs activités, de scrupules moraux. Les avocats contournent les lois pour avoir davantage de travail et de revenus (§4). Les médecins « prisent la gloire et l'argent plus que la santé du malade dépérissant » (§5). Pour ce qui est des prêtres, si un petit nombre « a de la science et de l'éloquence », des milliers sont « pleins d'appétits et d'ignorance" (§6). Quant aux juges, Mandeville précise qu'ils ne font arrêter que les pauvres « afin de protéger les riches et les grands » (§8).

À l'évidence, cette ruche métaphorise la société abandonnée à la corruption de ses mœurs et où chacun ne vise que son enrichissement personnel. Pourtant, la cupidité et l'égoïsme ne laissent pas de produire l'effet socialement le meilleur et le plus déconcertant. Car ici, si « chaque partie (est) pleine de vice, le tout (est) cependant un paradis" » (§9) et « les plus grandes canailles de toute la multitude contribuent au bien commun » (§9). En effet, le vice « entretient l'esprit d'invention » (§11). Les hommes, veut dire Mandeville, ne sont jamais aussi rusés, aussi entreprenants et déterminés dans leurs actions, aussi utiles à leurs semblables que lorsqu'ils croient ne poursuivre que leurs intérêts propres. Ainsi les passions les plus vaniteuses, l'ambition, la soif de richesse et de gloire, pourvu qu'elles soient bien dirigées, peuvent-elles assurer la prospérité économique des sociétés humaines.

Mais revenons à nos abeilles. Car un jour, l'une d'entre elles, « un gantier qui vendait de l'agneau pour du chevreau », précise Mandeville, eut l'audace de s'écrier, exhortant ses semblables à la moralité, « ce pays va périr infailliblement de toutes ses improbités »

(§12)... Et les abeilles, de devenir honnêtes. « Quelle consternation...En une demi-heure, dans toute la nation, le prix de la viande baissa d'un sou par livre » (§13), les prisons se vidèrent, les avocats se retirèrent en masse (§14), les politiques se mirent à vivre dans la frugalité. « Regardez maintenant cette ruche glorieuse, souligne ironiquement l'auteur, et voyez comment l'honnêteté et le commerce s'accordent. La splendeur en a disparu, elle dépérit à toute allure » (§18). Car si les abeilles savent maintenant se contenter du peu qu'elles ont, si elles n'ont plus besoin de ce qui est superflu, c'est la disparition de « tous les métiers accessoires » que la moralisation de leurs mœurs a entraînée (§20).

La morale de cette fable peut ici s'énoncer sans détour. « Jouir des commodités du monde, êtres illustres à la guerre, mais vivre dans le confort sans de grands vices, c'est une vaine Utopie ». Car encore une fois, « La vertu seule ne peut faire vivre les nations » (dernier §). De fait, la pratique des échanges librement opérés par des individus mus par leur intérêt égoïste, autrement dit le « marché », semble bien, sino fonder la société, du moins en constituer en constituer le principe organisateur. Mandeville est-il, de fait, un pionnier du libéralisme économique fondé sur la libre poursuite, par les agents économiques, de leur intérêt propre ? Cela n'est pas improbable du tout.

Le génie de Mandeville est ici d'avoir explicité un paradoxe qui aura une large postérité. Dans l'ordre complexe de la société, les résultats de l'action des hommes diffèrent grandement de ce qu'ils ont visé. Car les individus, en poursuivant leurs propres fins égoïstes, produisent des résultats bénéfiques aux autres hommes, résultats qu'ils n'avaient pas anticipés et qu'ils ignorent même peut-être.

Adam Smith

Cette intuition mandevillienne va être développée plus systématiquement par Adam Smith dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776).

Si l'on considère souvent cet auteur comme le précurseur de la pensée libérale, il n'est pas très facile de définir le libéralisme que l'on réduit

souvent à sa seule dimension économique. Disons ici qu'il s'agit d'un courant de pensée reposant sur un socle commun qui est l'importance accordée à l'idée de liberté et au concept d'harmonie naturelle. Quoi qu'il en soit, la question qui occupe Adam Smith est celle de savoir ce qui caractérise la nature de la société, de son organisation et de sa genèse en rompant avec l'idée que l'organisation sociale est le produit de la volonté divine. Car pour l'auteur de *La richesse des nations*, la société naît de la « propension naturelle des hommes à l'échange ». Le marché est, selon lui, naturel et régulateur car c'est en définitive la libre poursuite, par chacun, de son intérêt égoïste qui conduit, comme nous le verrons avec sa théorie de « la main invisible », à optimiser l'intérêt général. La liberté est ainsi ici fondamentale. Étant donné que l'ordre économique et la prospérité d'une société de marché procèdent du seul intérêt égoïste d'agents individuels n'ayant souci que d'eux-mêmes, il faut laisser aux hommes la liberté de nourrir leurs passions et d'entreprendre de les satisfaire pour accéder au bonheur qui n'est pas seulement celui de l'individu mais celui de la collectivité.

C'est au chapitre 2 du livre I des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), que Smith explique que « ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ». Ainsi notre intérêt de consommateur est-il ici servi par l'intérêt propre du commerçant qui retire un avantage particulier de notre satisfaction qu'il ne vise aucunement puisqu'il est entièrement déterminé par son égoïsme. Les égoïsmes privés sont donc bien le moteur fondamental du marché. Car même si chaque individu, chaque entrepreneur, dirions-nous aujourd'hui, ne cherche que son propre profit, ce profit personnel s'accorde néanmoins (c'est la fameuse « harmonie des intérêts ») avec les buts de l'économie nationale. C'est en ne cherchant qu'à accroître son revenu personnel que chacun contribue finalement à accroître le revenu de la nation. « Chacun, affirme Adam Smith, est conduit par une *main invisible* à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions, et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société que cette fin

n'entre pour rien dans ses intentions ».

En effet, on travaille bien plus efficacement lorsqu'on croit travailler à la satisfaction de son intérêt égoïste. Ainsi la concurrence à laquelle se livrent les ambitions individuelles, en dressant chacun contre chacun, est-elle bénéfique à la société toute entière. De sorte que l'intérêt public, qui est la *résultante inintentionnelle* d'une somme d'activités motivées par l'égoïsme, n'est jamais mieux servi que lorsque les individus sont autant que possible laissés libres de rechercher leur propre profit.

Pour autant, est-il tellement certain que l'harmonie des intérêts soit forcément réalisable et que la liberté de poursuivre son intérêt personnel soit toujours associée à la réalisation de l'intérêt commun ?

Deuxième moment : Qu'est-ce qu'une vraie société ?

Pour répondre à cette question, il faut bien sûr revenir à la question de savoir ce qu'est au juste une société. Car enfin, suffit-il que des individus vivent les uns à côté des autres pour faire société ? Et suffit-il qu'entre eux la discorde ne règne pas pour qu'ils soient liés par des rapports de concorde ? Intuitivement, chacun devine qu'une authentique société est autre chose qu'une agrégation d'individus. Une société est un tout solide dont la solidarité constitue le ciment.

Luther

Or, ici, il n'est pas inutile de revenir à l'œuvre colossale réalisée par Luther, le père de la réforme protestante.

Il y a cinq siècles, le 31 octobre 1517, Luther affichait ses *95 thèses au sujet des Indulgences*, démarche qui le conduisit quelques années plus tard à faire du Pape Léon X la figure de Satan dans l'Église¹. Or, qui veut saisir l'insolence de la pensée de Luther doit précisément revenir à cette fameuse affaire des Indulgences qui virent le Clergé vendre des terrains au Paradis. En effet, comment un chrétien peut-il

¹ Image de la papauté, 1545.

croire qu'il est possible d'acheter son salut, demande Luther ? Et comment un tel commerce, faisant l'avantage des riches, ne serait-il pas source d'injustices ? La pensée du moine augustin sera ici aussi claire que radicale, notamment dans son *Discours à la noblesse chrétienne* de 1520. L'argent aliène et corrompt l'homme. Il déshumanise le monde et interdit aux hommes de faire authentiquement société.

En effet, pour le moine de Wittenberg, la société est une communauté ou n'est pas. On ne peut donc faire société qu'à la condition de pouvoir vivre ensemble sans que les uns soient dominés ou aliénés par les autres. Il en découle que le lien social authentique exclut forcément la domination par l'argent et qu'il n'y a de communauté, et donc de société, que là où la seule monnaie qui vaille est celle de la charité, c'est-à-dire de l'amour désintéressé.

De là, bien sûr, l'acuité du problème politique tel qu'il peut se poser aujourd'hui encore. Car Luther ne croit guère en la bonté naturelle de l'homme. C'est donc une révolution intérieure, possible seulement au prix d'une lutte sans merci, qui pourra venir à bout de l'égoïsme qui, pétri d'orgueil, est la source principale de la cupidité, cupidité qui, en ruinant tout espoir de solidarité, fait obstacle à la société.

Par où l'on peut voir trois choses.

Premièrement, que si l'égoïsme menace la société, seul le partage peut la sauver.

Deuxièmement, que si l'idée socialiste de la société est l'idée d'une *communauté solidaire*, alors l'influence de Luther, comme l'a souligné Jaurès dans *Les origines du socialisme allemand*, ne peut plus faire l'ombre d'un doute.

Troisièmement, que si nous avons l'ambition, aujourd'hui, d'une société authentique, et *a fortiori*, d'une République en ordre de marche, il est plus que jamais opportun de tirer parti de la leçon de Luther ! Car à la soif du profit comme à l'égoïsme destructeur du lien social, le moine de Wittenberg opposa une vertu qui définit en propre l'idéal républicain.

Cette vertu est celle de l'amour fraternel synonyme de générosité et d'humilité. Car elle est non seulement le don, la générosité pétrie d'humilité, cette vertu de l'homme de la terre (humus en latin) qui ne se croit pas déjà au Ciel, mais l'*exercice même de la vie sociale* lorsqu'en sa réciprocité elle rend possible le don qui n'attend pas de retour et qui, à l'inverse de Satan qui reprend ce qu'il donne, s'oppose ainsi au commerce et à l'usure. On peut d'ailleurs ici ajouter que l'expression la plus radicale de la générosité et du désintéressement qui sont au fondement de la société authentique est celle du pardon. En effet, parce que l'offense faite à autrui me sépare de lui, la communauté n'est possible que si autrui pardonne ceux qui l'offensent. Le pardon est donc le mouvement même de l'auto-constitution de la communauté de solidarité et de partage qui définit la société authentique.

Troisième moment : la société de marché n'existe pas

L'idée luthérienne de la société, on l'aura donc compris, exclut par avance la *société de la main invisible* d'Adam Smith. La raison en est simple. Une société dans laquelle on ne donne que pour recevoir n'est pas une véritable société. C'est une *société sans société*. Et cela, pour deux raisons. La première est simple à énoncer : Si l'attention que l'individu prête à autrui est subordonnée à la poursuite de son intérêt propre, alors nul individu n'a de devoir envers quiconque, à commencer par celui de le respecter. Dans ce cas, nulle société véritable n'est possible. La seconde l'est tout autant : il ne suffit pas d'accorder entre eux les égoïsmes individuels pour les abolir! L'égoïsme reste l'égoïsme et, parce qu'il menace la solidarité et le partage, exclut la société authentique. La société de marché n'existe donc pas! Or, n'est-ce pas ce *marché de dupes* que Marx et Jaurès n'auront de cesse de dénoncer?

Marx d'abord, qui dans ses *Manuscrits de 1844* affirme que l'argent est "la puissance aliénée de l'humanité". C'est d'ailleurs pour cela que, très sérieusement, il imagine une société dans laquelle les échanges seraient bien monétaires mais la monnaie d'un type inouï,

qui exclut l'argent : l'amour ! Jaurès ensuite, convaincu, dans *La question religieuse et le socialisme*², que c'est bien une "société sans société" qui définit les termes du défi que les socialistes républicains ont pour vocation de relever.

Conclusion : De l'économie de marché à la société de marché

Par où l'on voit, et c'est sur ce point que je conclurai mon propos, que la société de marché n'est peut-être plus seulement aujourd'hui ce qui rend compte d'un modèle d'organisation des échanges économiques mais ce qui détermine nos agissements sociaux, y compris peut-être les plus intimes.

Il y a un peu plus de cinq ans, le 4 février 2012, jour de la Saint-Valentin, l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) publiait une étude fort instructive sur la solitude et la vie de couple des Français. La très forte progression du nombre de personnes vivant seules constituait la révélation majeure de cette enquête (elles étaient 6 millions en 1990, elles sont 9 millions aujourd'hui, soit une augmentation de 50%). Or, cela appelle quelques remarques.

La première touche précisément ce qu'on appelle « l'économie de marché », dans laquelle les contrats économiques sont motivés par l'intérêt propre des parties contractantes, chacune s'accommodant de l'égoïsme des autres pourvu qu'elle puisse retirer un bénéfice du contrat qui l'engage.

Or, l'augmentation du nombre des célibataires, comme celle du nombre des divorces, ne s'inscrit-elle pas dans le processus de l'extension du modèle relationnel du marché ? Car à force de pratiquer l'économie de marché, autrement dit de justifier le profit et l'égoïsme au nom de la liberté de l'individu et de son droit inaliénable au bonheur, il se pourrait bien que notre époque ait promu, non seulement un modèle économique, mais plus largement une certaine idée des échanges et, finalement, de la société. De sorte que la logique

² 1891.

du marché ne serait plus une logique cantonnée aux affaires publiques mais qui s'étend jusque dans la sphère la plus privée de notre vie.

Disons-le dès lors sans détour. Vivons-nous aujourd'hui dans une société à « économie de marché » ? Ne vivons-nous pas plutôt dans la « société de marché » ? Une société dans laquelle les égoïsmes s'affrontent mais dans laquelle aussi il leur arrive souvent de s'accorder, faisant alors illusion aux yeux des plus naïfs pour qui le « mariage » des égoïsmes, pour ainsi dire par consentement mutuel, suffirait à les abolir !

Il faut donc envisager l'élément principal de l'enquête menée par l'Insee dans son rapport à cette transformation de la société dans laquelle, désormais, rien ne nous paraît plus naturel que de viser avant tout notre bonheur égoïste. Il y a de plus en plus de personnes qui vivent seules, nous dit-on. Mais nous marions-nous aujourd'hui comme nous le faisons il y a encore quarante ans ? Le nombre des divorces augmente lui aussi de façon régulière. Mais n'y a-t-il aucun lien entre ces deux derniers phénomènes ? Le second n'est-il que la conséquence des réformes du Droit de la famille ? Rien n'est moins certain. Pour le dire clairement, il est à craindre que sous l'effet du développement de l'individualisme et de la diffusion de cette logique du marché, notre époque soit celle dans laquelle on ne se marie plus pour servir l'autre mais pour goûter un bien-être matrimonial auquel on suspend l'engagement vis-à-vis de l'époux.

La société du marché a donc bien un enfant légitime : le mariage concupiscent, qu'on peut appeler aussi consumériste et qui explique pour partie l'augmentation du nombre des divorces. Car comment le mariage pourrait-il être solide s'il est, premièrement, motivé par le seul souci d'en retirer, tel un consommateur, de la satisfaction ? Et comment pourrait-il être durable s'il est, deuxièmement, suspendu à l'inconstance du désir ? Nos contemporains hésitent plus longtemps avant de se marier. Mais c'est aussi qu'ils divorcent plus souvent. Probablement parce qu'ils se marient mal. À moins que ce ne soit parce qu'ils ne se marient plus vraiment...